

L'euro a 20 ans, et presque toutes ses failles

UNION Le 31 décembre 2001, la monnaie était concrètement dans les portefeuilles

► Le 1^{er} janvier 1999, onze pays européens adoptaient la monnaie unique.

► Vingt ans (et une crise majeure) plus tard, l'union monétaire reste incapable d'assurer la prospérité à tous ses membres.

Il y a vingt ans, le 1^{er} janvier 1999, l'euro devenait la monnaie officielle de onze pays européens, dont la Belgique. Sans doute les citoyens ont-ils continué à se servir de leurs anciens billets - en franc, en mark, en lire, en florin... - pour régler leurs achats quotidiens pendant trois ans ; et ils ont pu sous-estimer alors l'importance de ce bouleversement monétaire, qui avait pour seuls indices une seconde colonne, libellée en euro, sur les extraits de compte bancaires puis, progressivement, la généralisation du double affichage des prix.

Célébrant cet anniversaire, les cinq (!) présidents européens - du Conseil, de la Commission, du Parlement, de la Banque centrale européenne (BCE) et de l'Eurogroupe - se félicitaient, dans un communiqué de presse diffusé le 31 décembre, de l'existence d'« une monnaie unique au bénéfice de tous les Européens ». On n'attend pas d'eux qu'ils crachent dans la soupe mais, franchement, un slogan ne suffit pas pour cacher les

nombreuses critiques, souvent justifiées (mais pas toujours), émises à l'encontre de la monnaie unique.

Deux paris perdus

Le lancement de l'euro était un pari - que l'union monétaire encourage l'unification politique du continent - dont il faut bien dire qu'il fut perdu. Ainsi, en 2008, quand, face à la crise bancaire, il eût fallu une réponse commune à un problème commun, Berlin imposa le « chacun règle ses propres problèmes » qui fut, on le comprit mais un peu plus tard, le catalyseur de la crise de la zone euro. Ce que la crise d'une économie aussi insignifiante (arithmétiquement parlant) que celle de la Grèce n'aurait pu sans cela constituer.

Car l'union monétaire n'a pas entraîné - et c'est un deuxième pari perdu - la convergence des différentes économies. Au contraire, l'euro a contribué à la polarisation des économies, qui s'est notamment marquée par la concentration croissante de l'activité industrielle au cœur de la zone, au détriment de la périphérie. Certes, l'euro est trop souvent un bouc émissaire commode. Il faut aussi incriminer, pour rendre compte de la désindustrialisation relative de la France ou de l'Italie par exemple, les erreurs de politiques économiques et la stratégie des grands groupes français ou italiens qui, à la différence de leurs homologues allemands,

ont délocalisé une part bien plus importante de leur production. Pour autant, une monnaie surévaluée - et c'est le cas pour ces deux pays - étouffe les économies.

D'autant que la monnaie unique a permis à l'Allemagne, déjà forte de sa spécialisation sur des produits haut de gamme et à haute valeur ajoutée et contenu technologique, de mener une politique non coopérative de forte modération salariale, qui a dopé sa compétitivité et ses excédents extérieurs, tout en profitant de la croissance économique plus forte de ses partenaires.

Illusoire discipline des marchés

Si les dirigeants de la zone euro ont longtemps ignoré les déséquilibres qui se creusaient entre États membres, c'est aussi parce qu'ils restaient obnubilés par les finances publiques et pensaient (à tort) qu'il suffisait d'imposer des règles budgétaires (celle, notamment, des 3 % de déficit public), couplées à une prétendue « discipline des marchés financiers » - dans laquelle il faut bien voir une option par défaut en l'absence d'union politique.

S'agissant des règles budgétaires, elles furent rapidement violées, non par les pays du Club Med, mais par l'Allemagne et la France en 2003 et 2004. Quant à la « discipline des marchés », elle s'est avérée illusoire.

Durant les premières années de l'euro, malgré le creusement des déséquilibres extérieurs, des flux massifs de capitaux venant des pays en excédent (au nord) ont nourri une croissance à crédit dans les pays de la périphérie, contribuant notamment à gonfler une gigantesque bulle immobilière en Espagne ou en Irlande.

La suite des événements a montré que les marchés financiers n'étaient pas plus rationnels dans la crise, réclamant par exemple des taux d'intérêt bien plus élevés à l'Espagne qu'à la Grande-Bretagne alors que

l'état des finances publiques espagnoles était objectivement meilleur. Rien n'a pu empêcher le déchaînement spéculatif contre les dettes publiques des pays en difficulté.

L'on s'est alors rendu compte que lorsque les pays partageant la monnaie unique empruntaient en euros (dans leur propre monnaie, juridiquement), c'était comme s'ils s'endettaient en monnaie étrangère. Puisqu'à la différence des grands pays, comme la Grande-Bretagne ou les États-Unis, ils ne bénéficiaient pas de la garantie de « leur » banque centrale.

De sorte que - et c'est une ironie de l'histoire - la Banque centrale européenne (BCE) a dû contourner les traités européens (et l'interdiction qui lui était faite de financer les États) pour calmer la crise de la zone euro et éviter son éclatement. ■

DOMINIQUE BERNIS

DE L'ÉCU À L'EURO

L'euro en six dates

Se replonger dans les archives sur l'euro, c'est se souvenir qu'il a failli s'appeler l'écu (en 1995). C'est aussi relire une interview de Didier Reynders, trois ans plus tard, dans laquelle il se plaint de la concurrence « absurde », notamment sur le plan fiscal, entre États de la future zone euro, après l'annonce de la délocalisation d'une entreprise américaine de Belgique vers l'Irlande.

« L'euro est un morceau concret d'Europe dans les mains de cha-

cun de nous », disait, à la veille de son introduction, le 31 décembre 2001, le président de la Commission, Romano Prodi. Pourtant, pour son dixième anniversaire, début 2009, la zone euro entraînait officiellement dans sa première récession.

A l'époque, on était loin de se douter du fait que la Grèce annoncerait un déficit deux fois plus creusé que prévu. Une annonce qui allait marquer le coup d'envoi de huit ans de crise et entraîner directement Chypre dans sa tourmente, en 2013. C'est à l'Ithaque, l'été dernier, que la Grèce a célébré la sortie de « l'Odyssee » des plans d'aide.

E.L.R

réforme Qui en veut ?

La crise a révélé une autre faiblesse du fonctionnement de l'union monétaire. Incapables de dévaluer leur monnaie pour rétablir leur compétitivité, les pays en difficulté ont dû s'imposer des politiques déflationnistes d'austérité budgétaire et salariale d'autant plus brutale qu'aucun mécanisme d'ajustement n'existait qui aurait imposé aux pays excédentaires (et en particulier à l'Allemagne) de relancer leurs économies.

Certes, les premiers jalons d'une union bancaire ont été posés, mais Berlin et les pays de la nouvelle ligue hanséatique ne sont pas pressés de l'achever, refusant notamment la création d'une assurance européenne des dépôts. Et la mise en place du

Mécanisme européen de stabilité (MES) – un progrès indiscutable – s'inscrit toujours dans la logique de l'ajustement asymétrique. Quant à la spéculation contre les finances des pays déficitaires, si elle fut un temps conjurée par les rachats massifs d'actifs de la BCE, nul ne jugerait qu'elle ne peut revenir hanter la zone euro.

Eurobonds et assurance chômage aux oubliettes

D'autres propositions en revanche sont restées mort-nées : notamment les « eurobonds », des obligations émises par l'Union pour financer (au moins partiellement) les Etats membres, ou l'assurance chômage européenne – au motif que les peuples n'en voudraient

pas, sans qu'on sache d'où les dirigeants tirent cette certitude.

Au contraire, des chercheurs de l'Université d'Amsterdam, qui ont mené l'enquête dans treize Etats membres, ont récemment montré que l'opinion publique soutiendrait majoritairement un système européen de réassurance chômage (nos éditions du 17 décembre).

Quant à la proposition (qui n'est pas que française) d'instauration d'un budget de la zone euro, elle s'est heurtée il y a peu au même veto. Lequel, à dire vrai, n'est pas aussi incompréhensible si l'on veut bien admettre que l'économie allemande présente, quoi qu'on en dise, de réelles faiblesses, notamment une extrême dépendance au secteur automobile et un déficit d'investissements publics qui n'a rien à envier à celui de la Belgique.

On a beau dire que l'euro a survécu à la crise de 2008, la plus grave depuis 1929, la réforme de l'union monétaire reste au milieu du gué. Cela pourrait s'avérer fatal lors de la prochaine tempête.

Mais voilà : l'Allemagne, comme les autres pays excédentaires, ne souffre pas du fonctionnement actuel de l'union monétaire et ne voit donc aucune raison d'en changer les règles. D'autant qu'avec une démographie déclinante, Berlin peut se contenter d'une croissance relativement modeste. Mais cela fera-t-il toujours l'affaire des autres peuples ? ■

D.B.